



## Débordement de la colère populaire en Irak

Les protestations se poursuivent en Algérie, en Tunisie et au Yémen

Par [David Walsh](#)

Mondialisation.ca, 16 février 2011

[WSWS](#) 16 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

L'éruption de la révolution égyptienne, à la suite des événements de Tunisie, est une inspiration pour les populations du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Les protestations sur la question des conditions sociales se sont propagées à l'Irak cette semaine, où des manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes. Entre temps, un rassemblement de masse était prévu à Alger samedi. En Tunisie même, la population est toujours en ébullition, les mêmes structures de pouvoir restant toujours en place malgré la fuite de Zine El Abidine Ben Ali. La Jordanie, le Yémen et le Maroc sont aussi la scène de protestations.

La population irakienne commence à manifester ouvertement son opposition aux conditions misérables qui ont été créées par huit années d'occupation américaine et alliée, ainsi qu'un conflit sectaire acharné.

Le week-end dernier, des manifestants ont pris d'assaut des bâtiments gouvernementaux et un poste de police à Hamza, communauté défavorisée à forte proportion chiite du sud de l'Irak, pour protester contre des pénuries d'électricité, de nourriture et d'emplois et contre la corruption politique. Des représentants de la sécurité auraient ouvert le feu sur les manifestants, en tuant un et en blessant quatre autres.

Le National, des Emirats arabes unis, a cité le commentaire de Abu Ali qui aurait aidé à organiser la manifestation: « Il y aura une révolution des affamés et des chômeurs, comme cela s'est produit en Egypte, » a-t-il dit. « C'était une marche de chômeurs, de ceux qui ont perdu espoir et qui voient Nouri al Maliki [le premier ministre] et le nouveau gouvernement se transformer en une nouvelle dictature. »

Le 10 février, des protestations de taille variée se sont produites à Bagdad, Basra, Mosul, Karbala, Diwaniyah, Kut, Ramadi, Samawah et Amara. A Sadr City, dans Bagdad, des manifestants sont descendus dans la rue pour protester contre le manque de services publics, le chômage et la corruption gouvernementale. Des employés du secteur public ont rejoint les résidents. Un groupe d'employés du ministère de l'Industrie a dénoncé la décision de réduire de 20 pour cent leur salaire.

A Karbala, des résidents ont aussi demandé une amélioration des services municipaux et une enquête sur le gouvernement local. Sur une pancarte on pouvait lire, « Nous n'avons rien. Nous avons besoin de tout. La solution: Nous immoler par le feu, » en référence au suicide d'un jeune homme, qui a embrasé le soulèvement en Tunisie. A Najaf, des fermiers

ont demandé davantage d'aide de la part du gouvernement et la démission du chef du gouvernement local. Des manifestants à Basra ont expliqué que les changements concernant la politique des rations de nourriture avaient laissé des familles dans l'incapacité d'acheter suffisamment de nourriture car le prix des denrées alimentaires de base avait presque doublé ces derniers mois.

Une des protestations les plus importantes a fait descendre quelque 3 000 avocats dans les rues d'un quartier musulman sunnite de Bagdad ouest. Ils ont appelé à la fin de la corruption judiciaire et du mauvais traitement des prisonniers dans les prisons irakiennes. La presse canadienne a cité le commentaire de Kadhim al-Zubaidi, porte-parole du syndicat d'avocats de Bagdad: « C'est en solidarité avec le peuple irakien... Nous voulons que le gouvernement renvoie les juges corrompus. » Il a ajouté, « Nous demandons aussi que les ministères de l'Intérieur et de la Défense nous autorisent à entrer dans les prisons secrètes [dont l'existence a été récemment révélée]... Nous voulons obtenir des informations sur ces prisons. »

A Karbala, le chef de l'association locale des avocats a ridiculisé la pitance que le gouvernement donne chaque mois au lieu des rations qui comprenaient de l'huile, du riz, de la farine et du sucre. « Nous rejetons ce montant d'argent, » a dit Rabia al-Masaudi, et il a ajouté à l'Agence France Presse (AFP), que « les députés sont payés 11 000 dollars par mois, alors que les nombreuses familles, parmi les six millions que compte le pays, dépendant des rations du gouvernement, recevaient à présent 12 dollars par mois au lieu de leurs provisions. »

Vendredi, d'autres manifestations se sont produites de par l'Irak. Une des manifestations de Bagdad est allée jusqu'à la zone verte où se trouvent les bâtiments du gouvernement et les ambassades, revendiquant une amélioration des services de base. Selon Reuters il y avait des pancartes portant des messages variés, comme « Où sont vos promesses électorales, les rations de nourriture et les services de base? » et « Place Tahrir n°2 », en référence aux événements du Caire.

A Bab-al-Sham, quartier défavorisé de Bagdad, dimanche dernier un manifestant, ingénieur de profession, a dit aux médias, « C'est une tragédie. Même au Moyen-Age les gens ne vivaient pas dans cette situation. » Reuters a fait remarquer, « Près de huit ans après l'invasion conduite par les Etats-Unis, l'infrastructure irakienne reste gravement endommagée. Le pays souffre de pénurie chronique d'eau, l'approvisionnement en électricité est intermittent et les eaux usées ne s'écoulent pas. »

En Algérie, l'appareil de sécurité se prépare à une importante manifestation, peut-être autour de dizaines de milliers de personnes prévue pour le 12 février par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), groupement de défenseurs des droits de l'Homme, de syndicats et de partis « d'opposition » officiels tolérés par le régime du président Abdelaziz Bouteflika.

Le gouvernement a officiellement interdit la manifestation et devrait déployer quelque 30 000 agents de police pour bloquer la manifestation. Un porte-parole de l'opposition, Said Sadi a dit aux médias que le régime avait mis un cordon de sécurité autour de la capitale pour empêcher les gens de participer. « Les trains ont été arrêtés et les autres transports en commun seront arrêtés aussi, » a-t-il dit.

L'AFP rapporte: « De grandes quantités de grenades lacrymogènes ont été importées, a

ajouté [Sadi]. On a vu des véhicules anti-émeute garés non loin de la place d'où le rassemblement est censé partir samedi, et la police en uniforme patrouille les rues adjacentes.

Des protestations ont eu lieu dans un certain nombre de villes algériennes le 8 février. Dans la ville d'Annaba, 600 kms à l'est d'Alger, une centaine de jeunes hommes au chômage ont manifesté devant la préfecture de la ville et dans les rues. Dans un acte particulièrement désespéré, dans la ville voisine de Sidi Ammar, sept hommes sans emplois se sont infligés des blessures à l'arme blanche et ont menacé de se suicider en masse devant la mairie.

Un journal algérien rapporte que dans la même région, les résidents du village de Raffour sont aussi descendus dans la rue. Ces dernières semaines, près de 20 personnes ont tenté de s'immoler par le feu. Trois sont morts des suites de leurs blessures.

En Tunisie où Mohammed Bouazizi, 26 ans, s'est immolé par le feu à la mi-décembre et a contribué à lancer les protestations de masse, une femme a tenté de s'immoler par le feu jeudi devant les bureaux gouvernementaux de Monastir, lieu de naissance du dictateur en place depuis longtemps, Habib Bourguiba. La femme, originaire de Sfax, seconde plus grande ville de Tunisie, a entrepris cette action du fait de difficultés à obtenir un médicament pour son époux souffrant de cancer. Son état reste « sérieux » avec des brûlures au troisième degré.

Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes tunisiennes cette semaine, exigeant la démission des officiels associés au régime Ben Ali. A Kasserine, à 250 kms au sud ouest de Tunis des centaines de gens ont bloqué une artère principale pour attirer l'attention sur leurs problèmes sociaux. A Gafsa aussi mardi des manifestants ont réclamé la démission du nouveau gouverneur.

Au Yémen, deux manifestations ont eu lieu vendredi dans la capitale de San'a et dans le port d'Aden en solidarité avec la révolution égyptienne. Des centaines de jeunes manifestants se sont rassemblés dans l'après-midi à Aden. Selon le Wall Street Journal, « Selon des témoins, il y a eu des échauffourées entre la police et des manifestants et une dizaine de manifestants ont été arrêtés. Un agent de la sécurité d'Aden a dit que la police prenait des mesures pour assurer la sécurité dans la ville. »

Des étudiants de San'a ont aussi organisé une protestation, fermant l'accès aux artères principales pendant près de trois heures vendredi. Ils ont terminé leur manifestation devant l'ambassade d'Egypte. La manifestation a exprimé son soutien au peuple égyptien mais a aussi appelé le dictateur Ali Abdullah Saleh, qui jouit du soutien des Etats-Unis, à démissionner. Les manifestants ont dénoncé les mauvais traitements et la torture infligés aux détenus dans le quartier général de la police secrète.

Au sud Yémen, plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi en faveur de la sécession et exigé aussi le départ de Saleh. Des tanks de l'armée, dit Reuters, « sont entrés dans Zinjibar, capitale d'Abyan, où des militants soupçonnés de faire partie d'Al Qaida sont actifs, et plus d'un millier de manifestants se sont rassemblés vendredi. Des centaines d'hommes se sont assis devant la maison d'un ancien dirigeant du sud Yémen, portant des linceuls blancs, symbolise de leur volonté de combattre jusqu'à la mort.

Ils scandaient, « Ali, Ali, rattrape Ben Ali, » impliquant par là que Saleh devrait suivre l'ancien président tunisien Zine al-Abidine Ben Ali en exil en Arabie saoudite.

A Amman en Jordanie, deux manifestations ont eu lieu, l'une (organisée par des organisations de gauche) exigeant la démission du nouveau premier ministre Marouf al-Bakhit, et la seconde en soutien à la lutte pour renverser Moubarak. Lors de celle-ci, organisée par des islamistes, Hamzeh Mansour, secrétaire général du Front islamique d'action, le bras armé du mouvement des Frères musulmans, a dit à la foule, « Les dirigeants arabes devraient écouter la voix de leur peuple et cesser de parier sur les Etats-Unis. »

Le syndicat des agriculteurs jordaniens a organisé une protestation vendredi, lançant des cageots de tomates sur l'autoroute Karak-Aqaba pour protester contre la chute des prix.

A Rabat, capitale marocaine, plus d'un millions de manifestants s'est rassemblé vendredi pour exiger des emplois dans le secteur public. Un organisateur de la manifestation a dit aux médias qu'à une réunion le 24 janvier, le gouvernement avait appelé à une trêve du fait de l'agitation dans la région. La trêve a pris fin le 10 février, date butoir du gouvernement pour le recrutement de 4 500 diplômés hautement qualifiés. Le taux de chômage des diplômés de l'université est autour de 18 pour cent.

Selon le ministre de la Communication Khalid Naciri, au moins 21 manifestations ont lieu chaque jour au Maroc, nation assaillie par les inégalités sociale et la corruption gouvernementale.

Article original et version française, [WSWS](#), paru le 12 février.

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [David Walsh](#), [WSWS](#), 2011

---

Articles Par : [David Walsh](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)